



# Assemblée générale

Distr. générale  
26 juin 2024  
Français  
Original : anglais

## Soixante-dix-neuvième session

Point 99 a) de la liste préliminaire\*

**Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale : bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement**

## Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement

### Rapport du Secrétaire général

#### Résumé

En 2023, 24 personnes (11 femmes et 13 hommes) ont bénéficié du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement. En 2024, 25 personnes (14 femmes et 11 hommes) participent au Programme.

Créé à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, le Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement a permis, depuis 1979, de former plus de 1 100 fonctionnaires de 172 États Membres. Il vise à renforcer les compétences spécialisées en matière de désarmement dans les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans les pays en développement, et à doter les participants de connaissances et de compétences professionnelles supplémentaires afin qu'ils soient mieux à même de remplir leurs fonctions dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale lorsqu'ils reprendront leur poste au sein de leur gouvernement. Les aspects théoriques et pratiques du désarmement sont abordés dans le cadre de conférences, de visites d'étude, de simulations et d'autres exercices pratiques.

Le Secrétaire général constate avec satisfaction que le Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement contribue à faire mieux prendre conscience de l'importance que revêtent le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération. Il remercie tous les États Membres, les organisations internationales et les autres entités qui ont appuyé le Programme au fil des années et contribué ainsi à son succès.

\* A/79/50.



## I. Introduction

1. Dans sa résolution [77/81](#) intitulée « Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement », l'Assemblée générale a, entre autres, rendu hommage au Secrétaire général pour la diligence avec laquelle s'est poursuivie l'exécution du Programme et l'a prié de continuer, dans les limites des ressources disponibles, à exécuter chaque année le Programme et de lui présenter un rapport sur ce sujet à sa soixante-dix-neuvième session. Le présent rapport est soumis au titre de ce mandat.

## II. Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement

### A. Bourses d'études pour 2023

2. Au total, 24 bourses d'études ont été octroyées en 2023 (à 11 femmes et à 13 hommes). Des efforts ont été faits pour assurer l'équilibre géographique ainsi qu'une participation égale, pleine et effective des femmes et des hommes<sup>1</sup>.

### B. Exécution du Programme en 2023

3. Le Programme a continué de couvrir une large sélection de sujets de fond dans le domaine du désarmement multilatéral, de la maîtrise des armements, de la non-prolifération et des technologies émergentes. Il comprenait des conférences, des exposés, des tables rondes, des réunions-débats et d'autres formes de discussion de groupe avec des diplomates de haut rang, de hauts responsables d'organisations internationales et des représentants d'institutions universitaires, de la société civile et de groupes de réflexion. Il comprenait également des visites sur le terrain, des démonstrations d'inspections *in situ*, des visites de sites d'essais nucléaires, de réacteurs nucléaires et de laboratoires scientifiques, des exercices de simulation de négociations multilatérales, des études de cas et d'autres exercices pratiques. On trouvera ci-après une description succincte des activités du programme en 2023.

4. En 2023, des activités en ligne et en présentiel étaient prévues. Comme activités en ligne, des cours de formation à un rythme personnalisé étaient offerts sur le portail Disarmament Education Dashboard du Bureau des affaires de désarmement, afin de faire mieux connaître et comprendre l'architecture multilatérale du désarmement et de présenter les principaux sujets thématiques. La deuxième partie comprenait des visites d'étude auprès de plusieurs organisations et institutions intergouvernementales à Genève, à Vienne et à La Haye (Royaume des Pays-Bas), ainsi que des visites de pays à l'invitation non seulement des Gouvernements de l'Allemagne, de l'Argentine,

---

<sup>1</sup> Candy Sizakele Moyo (Afrique du Sud), Paul Ferdinand Kaiser (Allemagne), Davit Muradyan (Arménie), Tural Ismayilzada (Azerbaïdjan), Antonio Victor Butler Jr (Bahamas), Aalya Ali Mohamed Ali Alkoohiji (Bahreïn), Daniela Ester Briones Riveros (Chili), Ziyan Xu (Chine), Nahango Kone (Côte d'Ivoire), Jun Saito (Japon), Veton Kiki (Macédoine du Nord), Florencia Chimwemwe Mttingwi (Malawi), Aishath Shahula Mahir (Maldives), Hicham Bayar (Maroc), Manuel Flores Troche (Mexique), Jimson Rundali Rai (Népal), Carlos Jimenez Romero Mazariegos (Pérou), Jan Michael B. Gomez (Philippines), Gemima Mutala Mayuto (République démocratique du Congo), Niphaphone Songkham (République démocratique populaire lao), Bianca-Bogdana Biris (Roumanie), Aldaw Abdalla Grdood Koko (Soudan), Laura Cristina Müller (Suisse) et Tereza Janáková (Tchéquie).

du Brésil, de la Chine, du Japon, du Kazakhstan et de la République de Corée mais aussi de l'Union européenne.

### **Initiation aux mécanismes et normes de l'ONU en matière de désarmement**

5. Les visites d'étude ont débuté à l'Office des Nations Unies à Genève, où les boursiers ont été accueillis par la Directrice générale de l'Office et ont été initiés aux mécanismes de désarmement, à la diplomatie de conférence et au droit international humanitaire, y compris le dialogue éventuel avec les groupes armés non étatiques sur le droit international humanitaire. À Genève, les boursiers se sont également vu présenter l'évolution de la situation, les problèmes rencontrés actuellement et les menaces qui pourraient se poser en ce qui concerne les armes de destruction massive, les armes classiques et l'application des technologies nouvelles au domaine militaire. Ils ont appris à connaître les divers aspects des activités multilatérales sur le désarmement, à travers les travaux de la Conférence du désarmement, les régimes des traités et les structures multilatérales de désarmement, y compris la neuvième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes et la quatrième session du groupe de travail à composition non limitée sur la réduction des menaces spatiales. Ils ont également examiné l'état et l'application des traités de désarmement dont les organes sont installés à Genève<sup>2</sup>, se sont familiarisés avec les travaux de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et ont participé à des exercices pratiques (études de cas) sur le droit des armements. Des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), du Centre international de déminage humanitaire de Genève, du Geneva Centre for Security Policy, du Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, de la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator et de la société civile ont également rencontré les boursiers pour discuter des questions clés concernant les priorités internationales en matière de désarmement et de maîtrise des armements.

### **Aspects pratiques du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements : visites de sites nationaux et intergouvernementaux**

6. À Vienne, les boursiers ont visité l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

7. À l'AIEA, les boursiers ont été accueillis par le Directeur général et ont assisté à des exposés sur le cadre juridique international et l'application du système de garanties de l'Agence, la sûreté des matières nucléaires et des sources radioactives et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ils se sont également familiarisés avec le programme de coopération technique de l'AIEA et ont participé à un exercice interactif (École internationale de direction pour la sûreté nucléaire et radiologique) et visité le Centre des incidents et des urgences, le laboratoire du matériel des garanties, ainsi que les laboratoires de l'AIEA à Seibersdorf (Autriche). À la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les boursiers ont été accueillis par le Secrétaire exécutif et ont écouté des exposés détaillés sur les origines, les dispositions, le régime de vérification

---

<sup>2</sup> La Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (1976), la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (1980) et les protocoles y annexés, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (1972), la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (1997), la Convention sur les armes à sous-munitions (2008) et le Traité sur le commerce des armes (2013).

et l'état d'application du Traité, ainsi que sur les efforts déployés en vue de l'universalisation et de l'entrée en vigueur de l'instrument. Ils ont également observé le fonctionnement du Système de surveillance international, visité le centre d'opérations de l'Organisation, le centre international de données et un site d'écoute sismique et acoustique du Système de surveillance international et reçu des explications sur les exercices dirigés d'inspection sur place. Pendant leur séjour à Vienne, les boursiers ont également visité l'Arrangement de Wassenaar et reçu des explications sur ses travaux. À l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ils ont écouté un exposé sur les activités de l'Office concernant les transferts illicites d'armes et la maîtrise des armements, la lutte contre le terrorisme et les risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ainsi que la cybercriminalité. Au Bureau des affaires spatiales de l'ONU, on leur a présenté les travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Les boursiers ont également participé à une séance de la série des conversations de Vienne consacrée au thème « Bridging the divide: The role of networks in advancing inclusive disarmament processes », organisée par l'antenne de Vienne du Bureau des affaires de désarmement. Au Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération, les boursiers ont écouté un exposé concernant les négociations sur les armes stratégiques, les garanties nucléaires et la propulsion nucléaire navale.

8. Pendant leur séjour à La Haye, les boursiers ont visité l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et devaient visiter la Cour pénale internationale<sup>3</sup>. À l'OIAC, ils ont été accueillis par la Directrice générale adjointe de l'Organisation et on leur a expliqué les origines, les principales dispositions, le régime et l'état de la Convention et l'application de celle-ci au niveau national. Ils ont également entendu un exposé sur les priorités et les problèmes concernant la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et son application. On leur a expliqué le régime de vérification de l'Organisation, ses programmes de coopération, d'assistance et de protection internationales et ses activités relatives à la République arabe syrienne. Une visite du Centre pour la chimie et la technologie de l'OIAC était également prévue au programme.

9. En Suisse, le Département fédéral des affaires étrangères a organisé une visite de l'Institut fédéral de protection atomique, biologique et chimique à Spiez, où les boursiers ont entendu des exposés sur les dangers nucléaires, biologiques et chimiques et découvert le laboratoire désigné de l'OIAC et le laboratoire de confinement maximal (niveau de sécurité biologique 4). Lors de leur visite du Département fédéral des affaires étrangères à Berne, les boursiers ont rencontré de hauts fonctionnaires suisses qui leur ont donné des informations sur la politique suisse dans le domaine de la maîtrise des armements et de la cybersécurité, des contrôles à l'exportation, de la lutte antimines, des armes légères et de petit calibre et de la gestion des munitions.

10. À Berlin, les boursiers ont été accueillis par le Commissaire adjoint du Gouvernement fédéral chargé du désarmement et de la maîtrise des armements et ont assisté à des réunions d'information au Ministère fédéral des affaires étrangères sur des sujets liés aux armes nucléaires, biologiques et chimiques et aux armes classiques, y compris la maîtrise des armements classiques en Europe. Ils ont également participé, à l'International Institute for Strategic Studies, à une table ronde sur la prolifération des missiles balistiques, des missiles de croisière, des drones et des munitions rôdeuses et ont visité des bunkers et d'autres infrastructures datant de la guerre froide.

---

<sup>3</sup> La visite à la Cour pénale internationale a été annulée en raison d'une cyberattaque.

11. Les visites d'étude à Bruxelles ont permis aux boursiers d'en savoir plus sur les priorités et les politiques de l'Union européenne en matière de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements. Les boursiers ont également écouté des exposés sur le groupe « Non-prolifération et exportations d'armes » du Conseil de l'Union européenne, notamment les matières à double usage et les contrôles à l'exportation, l'espace extra-atmosphérique, les nouvelles technologies, l'intelligence artificielle et le Plan d'action global commun. Ils ont été présentés au Consortium de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement et ont assisté à des séances d'information de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, du Stockholm International Peace Research Institute, de Carnegie Europe et de l'Institut européen de politique spatiale. Ils ont visité le Conseil de l'Union européenne, le Service européen pour l'action extérieure et le Parlamentarium.

12. Au Kazakhstan, les boursiers ont été accueillis à Astana par de hauts responsables du Ministère des affaires étrangères et de l'Institut de recherche sur la politique étrangère. Ils se sont ensuite rendus à Kourchatov où ils ont visité le Centre nucléaire national et ses laboratoires et installations, l'ancien site d'essai de Semipalatinsk et le réacteur de fusion nucléaire tokamak.

13. La visite à Beijing comprenait une table ronde avec de hauts responsables du Département de maîtrise des armements du Ministère des affaires étrangères, ainsi que des visites au Centre d'excellence sur la sécurité nucléaire et à l'Association chinoise pour la maîtrise des armements et le désarmement, où les boursiers ont participé à des tables rondes avec des spécialistes de la maîtrise des armements et du désarmement.

14. À Séoul, les boursiers ont découvert les questions relatives à la sécurité régionale et aux aspects pratiques du désarmement, notamment dans le cadre d'un séminaire organisé au Ministère des affaires étrangères et des visites de la zone démilitarisée, du monument aux morts et d'autres sites liés à la guerre de Corée.

15. Au Japon, à Tokyo, Hiroshima et Nagasaki, les boursiers ont découvert les séquelles des effets dévastateurs des armes nucléaires et ont appris à mieux comprendre les conséquences humanitaires des armes nucléaires, la menace existentielle que ces armes représentent pour l'humanité et l'importance que revêt leur élimination totale. Ils ont été accueillis par le Vice-Ministre parlementaire et ont visité, à Hiroshima, la Fondation pour la culture de la paix, le Musée du Mémorial de la paix, le Mémorial national pour les victimes de la bombe atomique et le parc du Mémorial de la paix. Ils ont également visité, à Nagasaki, le Mémorial pour les victimes de la bombe atomique, le Parc de la paix et le Musée de la bombe atomique et, à Tokyo, le Musée national des sciences émergentes et de l'innovation et le hall des expositions Daigo Fukuryu Maru. Ils ont déposé des gerbes au Cénotaphe des victimes de la bombe atomique à Hiroshima, se sont entretenus avec un survivant de la bombe atomique (*hibakusha*) et ont assisté à des conférences à la Fondation de recherche sur les effets des radiations et au Centre de recherche pour l'abolition des armes nucléaires.

16. Lors de leur visite de l'Agence argento-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires, à Rio de Janeiro et à Buenos Aires, les boursiers ont été accueillis par le Secrétaire de l'Agence et ont entendu des exposés présentés par de hauts responsables des ministères des affaires étrangères des pays concernés sur l'histoire, les difficultés, la création, la structure et les activités de protection de l'Agence. Ils ont également visité l'usine de fabrication de combustibles nucléaires de l'industrie nucléaire brésilienne et le centre atomique d'Ezeiza à Buenos Aires. En Argentine, les boursiers ont aussi visité l'agence nationale des matières contrôlées et ont écouté des exposés sur la législation et la politique nationales en matière de prévention de la violence armée.

### **Initiation à l'action de diplomatie multilatérale menée au Siège de l'ONU**

17. La dernière visite d'étude au titre du Programme a eu lieu au Siège de l'ONU ; elle visait à faire découvrir aux boursiers l'architecture du désarmement à travers les travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale, de la Commission du désarmement, du Conseil consultatif pour les questions de désarmement et du Bureau des affaires de désarmement. Une table ronde de haut niveau sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération a constitué l'un des temps forts de cette partie du Programme. Les boursiers ont été accueillis par le Président de la Première Commission et ont écouté des exposés présentés par de hauts responsables de l'ONU, des représentants permanents et des représentants de la société civile et des établissements universitaires sur les sujets suivants : le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et son processus d'examen ; le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ; la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive ; la transparence en matière d'armements (Registre des armes classiques et Rapport des Nations Unies sur les dépenses militaires) ; le Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques ; la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité ; le Programme d'action sur les armes légères ; le Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie ; le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement ; les activités de communication et de liaison avec les médias, les jeunes et la société civile. Ils ont également assisté à des exposés sur les activités régionales de désarmement et ont été initiés au travail des centres régionaux du Bureau des affaires de désarmement.

18. À New York, les boursiers ont également participé à un exercice de simulation et rédigé un mandat pour le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes qui relève de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

19. Durant cette partie du Programme, les boursiers ont mis la dernière main à leurs travaux de recherche sur un sujet de leur choix relatif au désarmement, à la maîtrise des armements, à la non-prolifération et à la sécurité internationale, et les ont présentés au Groupe d'experts. À la fin du Programme, la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement et le Président de la Première Commission ont remis aux boursiers des certificats de participation.

### **C. Préparatifs du Programme pour 2024**

20. À l'issue d'un examen approfondi entrepris en 2023, des améliorations ont été apportées progressivement au Programme, qui aura une structure légèrement différente, couvrira une période de six mois et se composera de quatre volets. Le Programme comprendra toujours une première formation en ligne, suivie d'études et de recherches, de visites dans des organisations internationales pertinentes et dans certains pays sur invitation. Grâce à l'invitation du Gouvernement algérien, en 2024, les boursiers se rendront en Afrique pour la première fois dans l'histoire du Programme.

21. Les quatre volets de l'édition 2024 seront les suivants :

- Volet I : initiation en ligne à un rythme personnalisé
- Volet II : visites d'étude divisées en deux parties (30 mai-30 juin) et (octobre-novembre)

- Volet III : (juillet-septembre) : étude et recherche
- Volet IV : recensement des anciens participants depuis 1979 et élaboration d'un projet de réseau d'anciens participants qui sera affiné en 2025

22. Au moment de l'établissement du présent rapport, 25 personnes (14 femmes et 11 hommes)<sup>4</sup> avaient été sélectionnées pour participer à l'édition 2024 du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement. Elles avaient toutes suivi les huit cours obligatoires d'initiation en ligne à un rythme personnalisé qui figurent sur la liste des formations offertes par le Bureau des affaires de désarmement, laquelle comprend des modules électroniques proposés sur le portail Disarmament Education Dashboard du Bureau et des formations en ligne proposées par d'autres organisations internationales.

23. La première partie du volet II (visites d'étude) en est à mi-parcours et les boursiers ont achevé la visite de l'Office des Nations Unies à Genève, qui a été plus courte que les années précédentes en raison des contraintes financières auxquelles l'ONU est confrontée.

24. La visite à Genève a débuté par une rencontre avec d'anciens participants au Programme et des séances d'information sur le Nouvel Agenda pour la paix et le Pacte pour l'avenir. Les boursiers ont également écouté des exposés sur le mécanisme de désarmement, la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions, la Convention sur certaines armes classiques, la question des armes explosives dans les zones peuplées et le droit international humanitaire, notamment ses dispositions environnementales. Ils ont également participé à un exercice pratique consistant à décrire les caractéristiques fonctionnelles des systèmes d'armes létaux autonomes et ont assisté à des exposés sur le déminage humanitaire et les Normes internationales de la lutte antimines, notamment la norme 7.13 sur la gestion de l'environnement et les changements climatiques dans la lutte antimines. Une journée entière a été consacrée aux questions liées aux armes nucléaires, notamment les assurances négatives de sécurité, le traité interdisant la production de matières fissiles, le Traité sur la non-prolifération, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, les conséquences humanitaires des armes nucléaires, la vérification du désarmement nucléaire et l'intelligence artificielle dans le domaine nucléaire. Les boursiers ont également pris part à une simulation de négociation des dispositions d'un traité relatif aux assurances négatives de sécurité et à une séance plénière de la Conférence du désarmement consacrée au renforcement des capacités de désarmement par l'éducation et la recherche, qui a été présidée par Abdul-Karim Hashim Mostafa (Irak). De même, une journée entière a été consacrée à la Convention sur les armes biologiques, les sujets abordés étant, entre autres, les dispositions de la Convention, les efforts visant à la renforcer et les possibilités de coopération et d'assistance internationales. Au programme figuraient des conférences et des tables rondes auxquelles ont également participé des délégations basées à Genève. Les boursiers ont également entendu des exposés sur la question des genres et la gestion des munitions, ainsi que sur les liens entre le désarmement et les droits

---

<sup>4</sup> Mouloud Benbala (Algérie), Isobel Patricia English (Australie), Kesang Yangkey (Bhoutan), Nametso Pheto (Botswana), Desislava Ognyanova Siderova (Bulgarie), Channalis Keo (Cambodge), Cédric Harold Enyime (Cameroun), Eileen Alina Cañas Vargas (Costa Rica), Iltireh Ibrahim Farah (Djibouti), Mustafa Gamal Khalil Isak (Égypte), Karla Estefania Hurtado Montero (Équateur), Carmen Municio Díaz (Espagne), Lamessa Hatau Kicha (Éthiopie), Judit Czikó (Hongrie), Hamed Alinejad (République islamique d'Iran), Mohammed Ridha Raad Hasan Al Haidari (Irak), Gulden Kaskarbayeva (Kazakhstan), Lukas Kazimieras Kisielius (Lituanie), Nandrianina Fankasitrhana Randriamampianina (Madagascar), Klarissa Low (Malaisie), Tayyaba Islam Chaudhari (Pakistan), Abel Antonio Vigil Puga (Panama), Viviana Rocío Sanabria Duarte (Paraguay), Hoai Son Trinh (Viet Nam) et Malingose Grace Banda (Zambie).

humains. Outre les conférences sur les technologies nouvelles et émergentes, y compris l'espace extra-atmosphérique, ils ont participé à un exercice pratique organisé par la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator sur l'anticipation scientifique et la sécurité liée à l'informatique quantique. Des représentants de l'UNIDIR, du CICR, de la Fondation suisse de déminage, du Centre international de déminage humanitaire de Genève, de la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator et de l'Organisation mondiale de la Santé ont contribué au Programme par des conférences et des exercices pratiques.

25. En Suisse, les boursiers ont écouté des exposés présentés par de hauts fonctionnaires du Département fédéral des affaires étrangères à Berne sur les politiques du pays touchant le désarmement, la maîtrise des armements, la cybersécurité, la lutte antimines, les armes légères et de petit calibre, les armes explosives dans les zones peuplées et la gestion des munitions. Cette année, les boursiers ont également visité le Centre suisse des drones et de la robotique d'armasuisse Science et technologies, où ils ont eu des échanges avec des scientifiques en résidence sur l'autonomie, se sont vu présenter un ensemble varié de drones, dont certains sont utilisés pour localiser les munitions non explosées et les mines terrestres, et ont observé le fonctionnement d'un robot marcheur doté d'une grande autonomie.

### **III. Conclusion**

26. Le Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement a été créé par l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement. Depuis 1979, il a permis de former plus de 1 100 fonctionnaires de 172 États Membres. Bon nombre occupent aujourd'hui des postes à responsabilité dans le domaine du désarmement, notamment au sein de leurs administrations nationales ou d'organisations internationales compétentes en matière de désarmement. Le large soutien apporté à la résolution biennale sur le Programme et le grand nombre de candidatures reçues témoignent de l'intérêt des États Membres pour le Programme et la qualité de celui-ci.

27. Le Secrétaire général prend note avec satisfaction du grand nombre de femmes qui ont sélectionnées pour participer au Programme durant la période considérée. Il renouvelle sa gratitude à tous les États Membres et à toutes les organisations internationales qui ont appuyé le Programme au fil des années et contribué ainsi à son succès.

---